

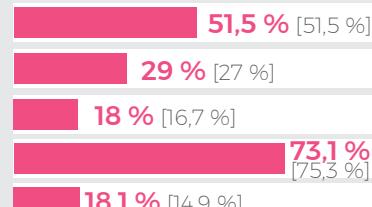


PANORAMA EMPLOI, FORMATION, ÉCONOMIE DE LA CORSE

POPULATION/POPULATION ACTIVE P. 2

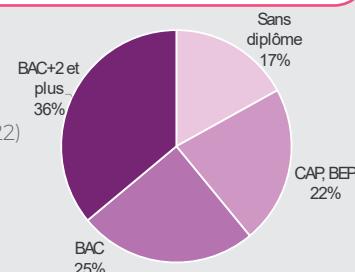
355 486

Habitants
au 1^{er} janvier 2023



[Comparaison France Métropolitaine]

Niveaux de diplôme des actifs de 15 à 64 ans en 2022



Femmes (2022)

60 ans et plus (2022)

NEET parmi les 16-25 ans (2022)

Ni en emploi, ni en étude, ni en formation

Taux d'activité (2022)

Taux de pauvreté (2021)

ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES P. 4

10 710 M €

de PIB



- 10 % [par rapport à celui de France de Province]

13 % [18 %]

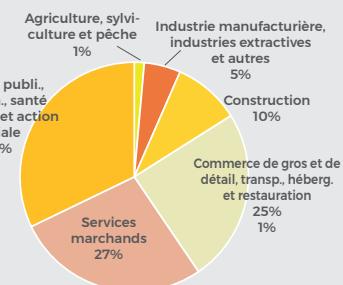
65 % [66 %]

PIB par emploi

% d'établissements employeurs actifs de 10 salariés ou plus (2023)

% des micro-entreprises dans les créations (T3 2025)

Répartition de la valeur ajoutée en 2023



EMPLOI P. 6

139 634

Actifs
en emploi en 2022



27 % [22 %]

- 0,2 % [- 0,2 %]

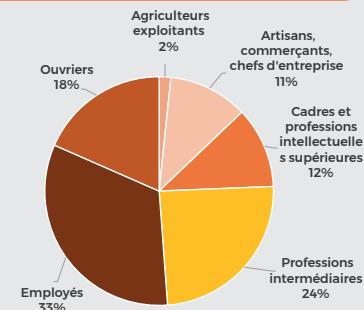
16 % [11 %]

% de l'emploi public dans l'emploi salarié (T3 2025)

Évolution de l'emploi salarié sur 1 an (T3 2025)

Part de l'emploi non salarié dans l'emploi total (2023)

Emploi selon les catégories socioprofessionnelles en 2022



DEMANDEURS D'EMPLOI/CHÔMAGE P. 9

22 100

Demandeurs d'emploi en catégorie ABC
au 3^{ème} trimestre 2025



6,6 % [7,5 %]

20,7 % [18,4 %]

12,4 % [5,4 %]

28,2 % [48,3 %]

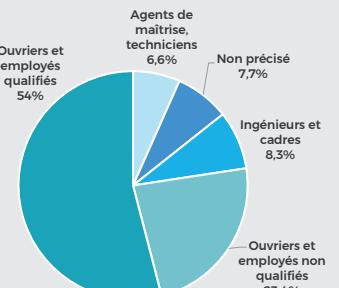
Taux de chômage (T3 2025)

Taux de chômage des jeunes (2024)

Évolution des demandeurs d'emploi sur 1 an (T3 2025)

Part des demandeurs d'emploi inscrits depuis 1 an ou plus (T2 2025)

DE (inscrits à France Travail) selon la qualification au 3^{ème} trimestre 2025



FORMATION P. 13

4 305 entrées
en formation des
demandeurs d'emploi
en 2025



16 861 personnes en formation initiale* en 2023/2024 dont :

- 2 865 apprentis
 - 2 794 inscrits en lycée professionnel
 - 850 inscrits dans une formation sanitaire et sociale
- Soit* :

66%

34%

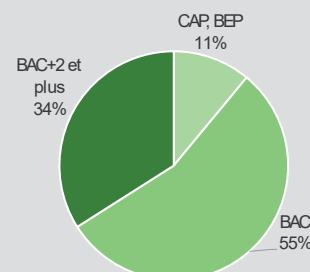
en formation pré-bac

dont 15% sont apprentis

en formation post-bac

dont 20% sont apprentis

Niveaux de diplôme visé des inscrits en formation initiale en 2024



POPULATION

• Population et évolution

(source : Insee, recensement de la population 2022)

355 486 Habitants au 01/01/2023 en Corse



entre 2017 et 2023
(contre +0,4 % au niveau national)



La croissance démographique de la Corse est la plus rapide de l'hexagone. Cette dynamique démographique régionale repose exclusivement sur un solde migratoire positif (+1,2%).

• Vieillissement de la population

(source : Insee, Omphale 2022, scénario central)

Plus de 65 ans **86 434** en 2022
134 600 en 2070

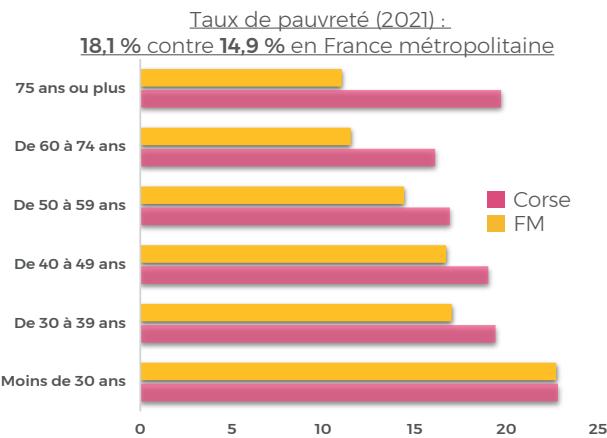


Avec le vieillissement de la population, le rapport entre le nombre de seniors (plus de 65 ans) et le nombre de jeunes (moins de 20 ans) s'accentuerait. En 2070, ils seraient 240 seniors pour 100 jeunes sur l'île, contre 148 au niveau national.

• **La pauvreté** (source Insee-DGFiP-Cnaf-Cnav-Ccmsa, Fichier localisé social et fiscal / base tous salariés 2022)

22 390 € de revenu disponible médian par unité de consommation en Corse, contre 23 080 euros en France métropolitaine.

50.3% Part des ménages fiscaux imposés (en 2021) en Corse contre 53,4% en France métropolitaine.



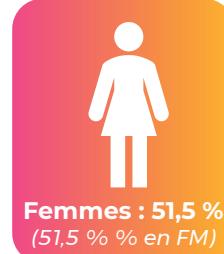
En Corse, **40% des salariés perçoivent un bas salaire annuel** contre 31% au niveau national.



La Corse est la région où le taux de pauvreté est le plus élevé. Cette pauvreté est particulièrement marquée chez les personnes âgées. Environ 45 500 salariés insulaires, tant dans le secteur public que privé, disposent d'un revenu annuel inférieur à 15 290 euros, ce qui représente près de 40 % des salariés locaux (contre 31 % au niveau national).

• Population selon le sexe et l'âge en Corse

(source : Insee, recensement de la population 2022)



Population selon l'âge

0-14 ans	15 % (17 % en FM)
15-29 ans	14 % (18 % en FM)
30-59 ans	40 % (38 % en FM)
60-74 ans	19 % (17 % en FM)
75 ans et plus	12 % (10 % en FM)



Déséquilibre accentué : Poids des 0-15 ans plus faible en Corse qu'en moyenne nationale. FM et poids des plus âgés (75 ans et +) plus élevé 12% contre 10% en FM).

• Les jeunes plus fragilisés

(source : Insee, Omphale 2022, scénario central)



18 % des jeunes de 16 à 25 ans sont non scolarisés ni en emploi au chômage ou inactifs contre 16,7% au niveau national.



Taux de scolarisation des 18-24 ans en 2022 **43,3%** contre 52,2% au niveau national.

• Principales allocations

(Sources : Cnaf, Allstat FR6 et FR2 ; MSA.)



5510 foyers bénéficient du RSA fin septembre 2025. **+0,4 %** d'évolution en Corse sur 1 an contre -1,1 % au niveau national.



2,8 % Part des allocataires du RSA (Pop 15-64 ans) en Corse contre 4,1% au niveau national.



20 420 foyers bénéficient de la prime d'activité fin septembre 2025

-5,3 % d'évolution en Corse sur 1 an contre -1,9 % au niveau national.



10 260 Nombre de personnes bénéficiant de l'AAH fin septembre 2025.

+5,1 % d'évolution en Corse sur 1 an contre +2,5 % au niveau national.



3,5 % des personnes bénéficiant de l'AAH (pop des 20 ans et plus) fin septembre 2025 contre 2,6 % au niveau national.



Bien que le taux de pauvreté soit élevé en Corse, le taux de recours au RSA est faible. Sur un an, le nombre de foyers bénéficiaires du RSA progresse légèrement dans la région. La progression annuelle est davantage marquée pour les personnes allocataires de l'AAH. Parmi les allocataires de l'AAH, 55% ont un taux d'incapacité supérieur ou égal à 80%. A l'inverse, le nombre de foyers bénéficiaires de la prime d'activité diminue.

Définitions

Le revenu de solidarité active (RSA) s'adresse à toute personne âgée d'au moins 25 ans ou assumant la charge d'au moins un enfant né ou à naître. Le RSA est une allocation différentielle qui complète les ressources du foyer pour qu'elles atteignent le seuil d'un revenu garanti, ou montant forfaitaire, dont le barème varie selon la composition familiale.

La prime d'activité est un complément de revenus d'activité s'adressant aux travailleurs aux revenus modestes, salariés ou non-salariés. Toute personne majeure non étudiante percevant des revenus issus d'une activité professionnelle peut bénéficier de la prime d'activité sous conditions de ressources.

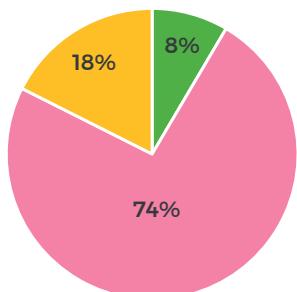
POPULATION ACTIVE

• Population active 15-64 ans (2022) (source : Insee, RP 2022)

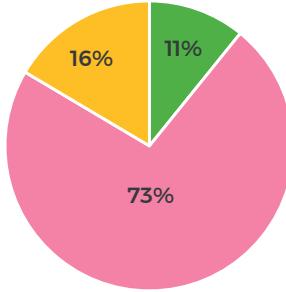
211 504 habitants de 15 à 64 ans

154 579 actifs (en emploi ou au chômage)

Population active selon l'âge en Corse en 2022



Population active selon l'âge en France métropolitaine en 2022

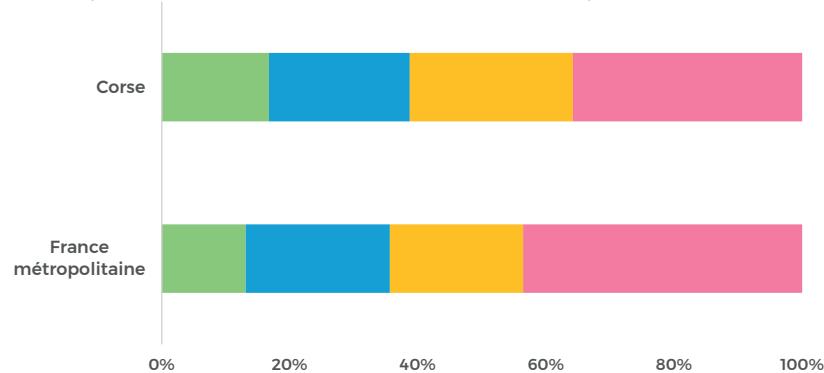


Une population active plus âgée laissant présager de nombreux départs à la retraite et soulignant l'importance de la transmission d'entreprises, qui constitue un enjeu pour la pérennité du tissu économique.

■ 15 à 24 ans ■ 25 à 54 ans ■ 55 à 64 ans

■ 15 à 24 ans ■ 25 à 54 ans ■ 55 à 64 ans

Population active de 15 à 64 ans selon le dernier diplôme obtenu en 2022



■ Aucun diplôme ou certificat d'études primaires, BEPC, brevet des collèges, DNB
 ■ CAP, BEP ou équivalent
 ■ Baccalauréat, Brevet professionnel ou équivalent
 ■ Diplôme de l'enseignement supérieur

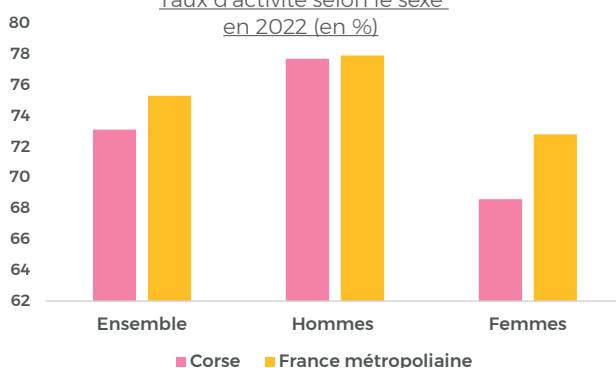


Le niveau de formation de la population active en Corse est inférieur à celui constaté au niveau national.

Les non-diplômés sont plus présents parmi les actifs à l'inverse les diplômés du supérieur sont moins présents.

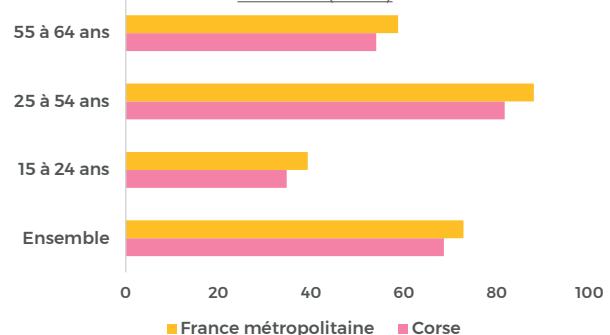
• Taux d'activité (2022) (source : Insee, RP 2022)

Taux d'activité selon le sexe en 2022 (en %)



↑ +1,8 points du taux d'activité par rapport à 2016 (+1,3 points en FM)

Taux d'activité des femmes en 2022 (en %)



■ France métropolitaine ■ Corse



Le taux d'activité en Corse progresse et tend à se rapprocher de celui du niveau national.

Chez les hommes, le taux d'activité est comparable à celui des hommes au niveau national, quel que soit l'âge. En revanche, celui des femmes est inférieur à celui des hommes mais aussi plus faible que celui des femmes à l'échelle nationale.

Définition

Le taux d'activité est le rapport entre le nombre d'actifs et l'ensemble de la population correspondante. Il peut être calculé sur l'ensemble de la population d'un pays, mais on se limite le plus souvent à la population âgée de 15 à 64 ans, ou à une sous-catégorie de la population

ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES

• Produit intérieur brut et valeur ajoutée

(Source : Insee, Produits intérieurs bruts régionaux et valeurs ajoutées régionales, Estimations d'emploi)



Le Produit intérieur brut en valeur est de :
10 710 millions d'euros en 2023

Le PIB par emploi est de :

76 173 € en Corse

soit **10% de moins** qu'en France province



En 2023, le **produit intérieur brut (PIB)** de la **Corse** s'élève à **10,7 milliards d'euros**.

Le PIB par emploi s'établissant à 76 200 euros, il est le plus faible des régions métropolitaines.

La faiblesse de la productivité du travail en Corse s'explique partiellement par **la sous-représentation de secteurs à forte valeur ajoutée** comme l'industrie mais aussi la spécialisation de l'économie dans les activités à faible productivité : construction, hébergement restauration ou services marchands et non marchands.

• Démographie des entreprises

45 787

établissements économiquement actifs en 2023

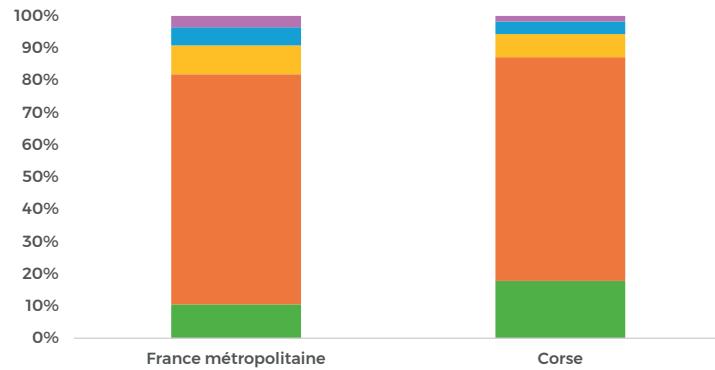


Source : Insee, Système d'information sur la démographie des entreprises (SIDE)

18 739

établissements employeurs actifs fin 2023

Etablissements employeurs actifs selon la taille fin 2023



Source : Insee, Fichier L'OCalisé des Rémunérations et de l'Emploi Salarié (Flores)



Parmi les 45 800 établissements économiquement actifs en 2023, environ 4 sur 10 sont des employeurs en fin d'année.

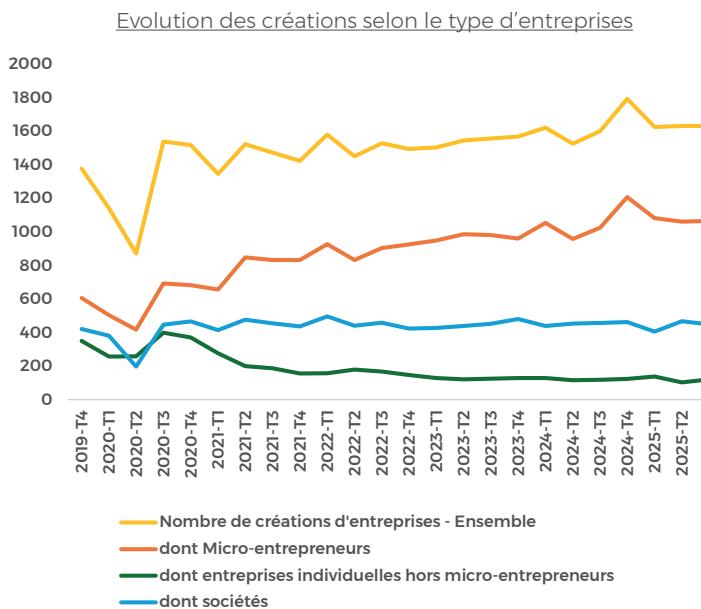
La Corse se caractérise par la prédominance des petits établissements. Parmi les 18 739 employeurs actifs fin 2023, 18% n'ont plus de salariés au 31 décembre de l'année contre 10% au niveau national.

De plus, hors champ de l'administration publique, seuls 140 établissements ont 50 salariés ou plus en fin d'année.

ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES

• Créations d'entreprises

(Source : Insee, Système d'information sur la démographie d'entreprises (SIDE) en géographie au 01/01/2024/ FLORES 2023)



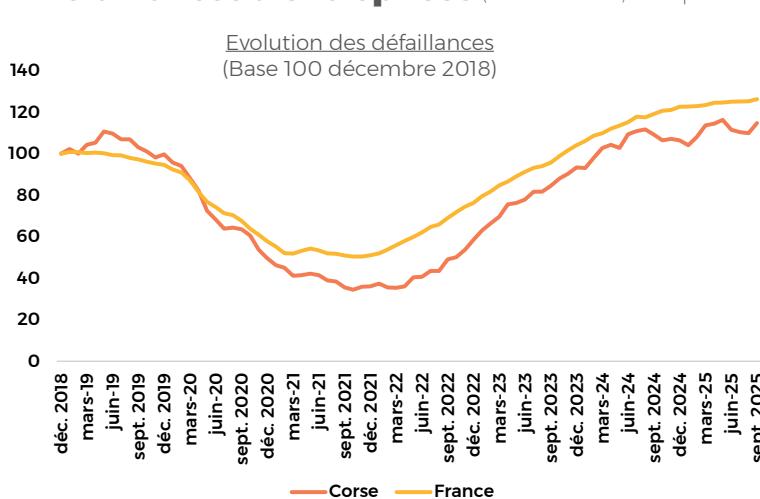
1 640 entreprises créées au 3^{ème} trimestre 2025 en Corse

+2,0 % sur un an contre +11,6 % au niveau national.

Hausse tirée par les micro-entrepreneurs : +3,8 % sur un an contre +13,3 % au niveau national.

Le nombre d'entreprises classiques (Sociétés et entreprises individuelles hors micro-entrepreneurs) diminue de -1,2 % sur un an tandis qu'il progresse de +8,4 % au niveau national.

• Défaillances d'entreprises



En Corse, le nombre de défaillances s'élève à 450 en cumul sur les douze derniers mois, de octobre 2024 à septembre 2025.

En rythme annuel : progression de +5,1% en Corse contre +6,0% au niveau national.

• Taux d'impayés des entreprises de 10 salariés et plus



En Corse, en novembre 2025, le **taux d'impayés** hors taxations d'office des entreprises de 10 salariés et plus en fin de mois de l'échéance de paiement est de **1,9%** contre 0,8% au niveau national.

- **Diminution de -0,8 pt** sur un an contre -0,2 pt au niveau national.

Le **taux d'impayés** à échéance à + 90 jours est de **1,4%** en Corse contre 0,6% au niveau national.

- **Progression de +0,4 pt** sur un an contre stabilité au niveau national.



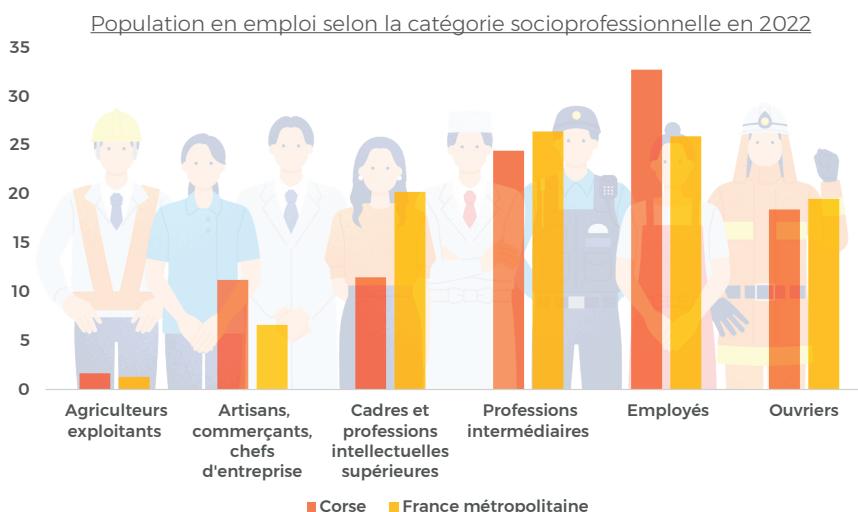
Définition

Le **taux d'impayés**, ou taux de restes à recouvrer (RAR), mesure la part des cotisations déclarées à l'échéance restant impayée.

Une augmentation des impayés indique souvent des difficultés économiques ou une détérioration de la santé financière des entreprises.

• Emploi selon les catégories socioprofessionnelles

(source : Insee, recensement de la population 2022)

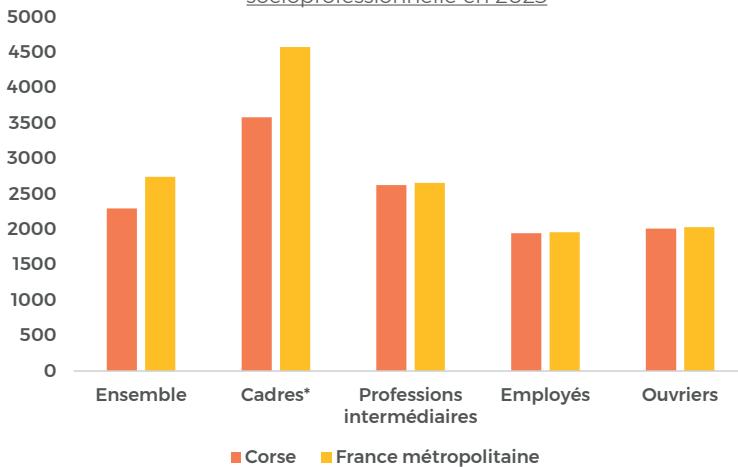


En Corse, en lien notamment avec la petite taille des entreprises, **les cadres et professions intermédiaires sont moins présents dans l'emploi qu'en France métropolitaine**. Les cadres y sont même deux fois moins présents. En Corse, **1 emploi sur 3 relève de la catégorie des employés**. Les artisans commerçants et chefs d'entreprises sont surreprésentés.

La part des professions intermédiaires augmente ces dernières années. En effet, en 2011, elles représentaient 21% des emplois contre 24% en 2022. Les ouvriers et employés ont vu leur poids dans l'emploi décroître entre 2011 et 2022.

• Salaires

Salaire net mensuel moyen en EQTP selon la catégorie socioprofessionnelle en 2023

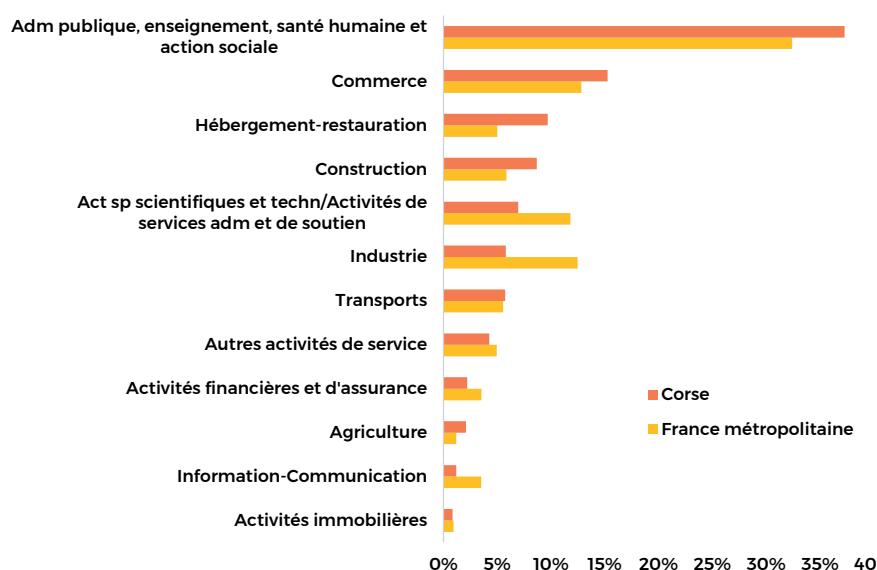


Pour les professions intermédiaires, les employés et les ouvriers, le salaire net moyen (en équivalent temps plein) est proche de celui de France métropolitaine. Il est en revanche inférieur en Corse pour les cadres.

En Corse, l'écart de salaire entre les hommes et les femmes est plus important qu'à l'échelle nationale.

• Emploi salarié

Répartition de l'emploi salarié par secteur d'activité (hors interim) au 3ème trimestre 2025



Les principaux secteurs surreprésentés en Corse sont : l'administration publique (37% de l'emploi salarié), le commerce (15%), l'hébergement-restauration (10%) et la construction (9%).

A l'inverse, les principaux secteurs sous-représentés sont l'industrie (6%), les activités de service administratif et de soutien et activités spécialisées scientifiques et techniques (7%) et l'information-communication (1%).

EMPLOI



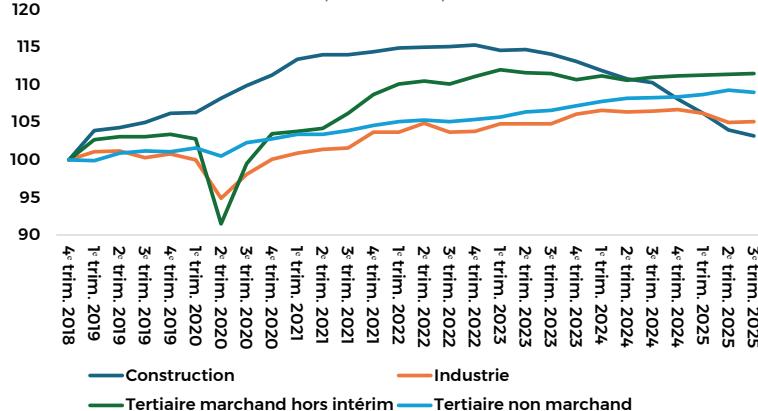
Evolution de l'emploi salarié total :

129 171

au 3^{ème} trimestre 2025

↑ - 0,2 % sur 1 an
(- 0,2 % en FM)

Evolution de l'emploi salarié par secteur en Corse



Par rapport à la situation d'avant crise, l'emploi salarié progresse de **+7,0% en Corse** contre +5,0% au niveau national.

Sur un an, l'emploi salarié privé qui représente 73% de l'emploi salarié total en Corse, diminue de -0,4% tandis que l'emploi public progresse de +0,4%.



La construction perd 6,4 % de ses effectifs salariés sur un an et enregistre une baisse de -2,8 % par rapport à la situation d'avant crise.

En revanche, dans l'industrie, la perte d'emplois est plus modérée, avec une diminution de -1,3 %. Le secteur maintient de plus un niveau d'emploi supérieur à celui d'avant la crise (+4,2 %).

Dans le tertiaire marchand hors intérim, la progression de l'emploi salarié est de +0,4% tandis que dans le tertiaire non marchand elle est de +0,7%. Dans les deux secteurs, le volume d'emploi dépasse de plus de 7 % la situation d'avant crise.

Top 3 des activités les plus dynamiques sur 1 an ✓

Activités financières d'assurance



Hébergement-restauration



Activités de service administratif et de soutien et activités spécialisées scientifiques et techniques



Top 3 des activités les moins dynamiques sur 1 an ✗

Activités immobilières



Construction



Agriculture, sylviculture et pêche



• Emploi non salarié 2023 (Source : Insee estimation localisé)

L'emploi non salarié représente :

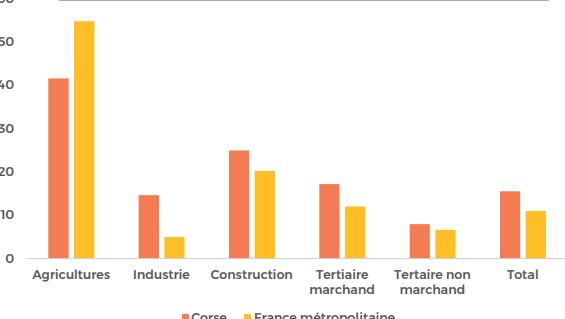
- **16%** de l'emploi total en Corse contre 11% au niveau national.

- La part des non-salariés augmente : **12%** des emplois sont non-salariés en Corse il y a 20 ans.

• Besoin de main d'œuvre 2025 (France travail, BMO 2025)

- La part des **projets de recrutement jugés difficiles** par les entrepreneurs passe de **67%** en 2024 à **55,5%** en 2025.
- La part des **difficultés anticipées** est plus importante qu'au niveau national (**50%**).
- Les secteurs et métiers où les **difficultés sont jugées les plus importantes** sont
 - **L'industrie agroalimentaire: boulanger, pâtissier**

Part des non salariés selon les secteurs en 2023



- **La construction: maçons qualifiés,**
- **La santé humaine: aide à domicile et auxiliaires de vie, aides soignants,**
- **L'agriculture: agriculteurs, viticulteurs arboriculteurs**
- **L'hébergement et restauration: cadres, chefs cuisiniers, cuisiniers, employés de l'hôtellerie**

• L'intérim (Source : DARES, déclaration sociales nominative)



En Corse, au cours du 3^{ème} trimestre 2025, le volume de travail temporaire en équivalent temps plein est de **1 012 ETP** :

- Dont **32% des salariés sont dans la construction.**
- Dont **46% dans les services marchands.**
- Il augmente de **+11 % par rapport l'année précédente** (-3% France métropolitaine).
- + 14% dans l'industrie et les services marchands



L'intérim connaît un essor significatif en Corse ces dernières années.

Depuis 10 ans, les effectifs intérimaires ont été multipliés par 4. Malgré cette forte évolution, le taux de recours à l'intérim, qui rapporte les effectifs intérimaires à l'emploi salarié n'atteint pas les 1% en Corse alors qu'il est de 2,6% au niveau national.

Définition

Equivalent-emplois à temps plein sur le trimestre (ETP) : mesure un volume de travail en intérim au cours du trimestre, qui se différencie du nombre d'intérimaires en fin de trimestre.

Cette mesure tient compte du nombre de jours travaillés, en corrigeant des jours non ouvrés par période de 7 jours ; une semaine de travail est ainsi considérée comme durant 5 jours. En revanche, elle ne prend pas en compte le volume horaire effectué.

• Prestation de service internationale (Source : DREETS de Corse - SIPS)



- Le **taux de recours à cette main d'œuvre** est **nettement plus élevé en Corse** qu'en moyenne nationale (0,7% contre 0,4% des salariés du privé).
- En **2024**, en Corse **1 700 personnes sont détachées dans ce cadre**, peu importe la durée qui peut être d'un jour à plusieurs mois.
- **74%** des salariés travaillent dans la **construction, 18% dans l'hébergement et la restauration.**
- Plus de la **moitié de ces travailleurs** est de **nationalité intra européenne.**

Définition

Les entreprises françaises peuvent avoir recours à de la main d'œuvre salariée d'entreprises étrangères, dans le cadre de prestations de service internationales (PSI). Ces travailleurs sont détachés pour un objet défini et une durée limitée sur le territoire. Ils participent, de manière temporaire, à la production nationale au même titre que les salariés directement employés par les entreprises françaises sous contrat standard (CDI, CDD, intérim...) et ne cotisent pas en France.

Toutefois, ne relevant pas d'un employeur installé en France, ils ne sont pas pris en compte dans les statistiques nationales d'emploi salarié.

• Introduction de main d'œuvre étrangère (Source : plateforme nationale pour la main-d'œuvre saisonnière)



- En **2024**, 3 000 salariés ont été employés dans ce cadre contre 2 600 en 2023.
- Près de **9 embauches sur 10** sont réalisées en Haute-Corse, notamment dans le secteur de **l'agriculture.**

Définition

Pour répondre à la pénurie de main-d'œuvre dans certains secteurs, les employeurs peuvent également avoir recours à l'embauche d'une main d'œuvre étrangère hors union Européenne. Pour ce faire, ils doivent obtenir une autorisation de travail (sauf exception).

Il ne s'agit pas d'une prestation de service internationale mais de l'embauche directe d'un salarié par l'entreprise.

• Apprentissage (Source : Ministère du travail, de l'emploi et de l'insertion-DARES)

Les nouveaux contrats signés (entrées) :



En Corse, en 2024, **2 941 contrats d'apprentissage** ont été signés dans une entreprise. En cumul, de janvier à octobre 2025, 2 400 nouveaux contrats ont été signés. **Leur nombre a diminué de -3,3%** par rapport à la même période de l'année précédente (-4,3% au niveau national).



En Corse, le nombre d'apprentis a été multiplié par 1,8 contre 2,1 au niveau national entre septembre 2019 et septembre 2025. La croissance du nombre d'apprentis a été plus forte dans le niveau supérieur en Corse, comme au niveau national.

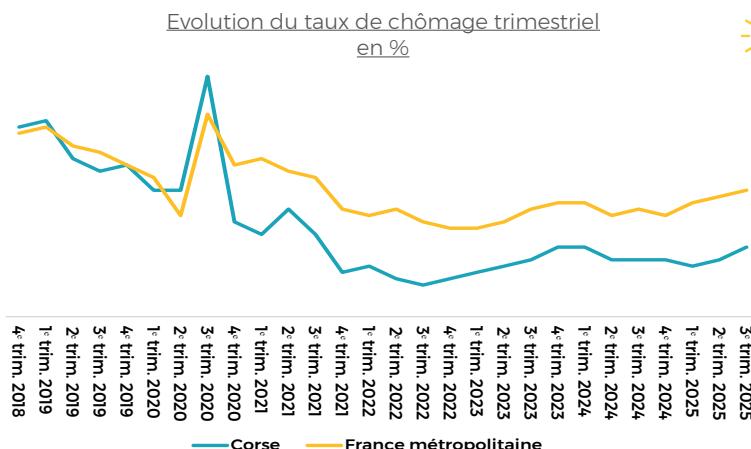
Les stocks :

En Corse, **en octobre 2025, 3 103 contrats sont en cours,**

- dont 46% dans le supérieur (63% au niveau national)
- dont 33% de niveau CAP (19% au niveau national)

DEMANDEURS D'EMPLOI/CHÔMAGE

• Taux de chômage trimestriel (Source : Insee, estimations de taux de chômage localisés et taux de chômage au sens du BIT)

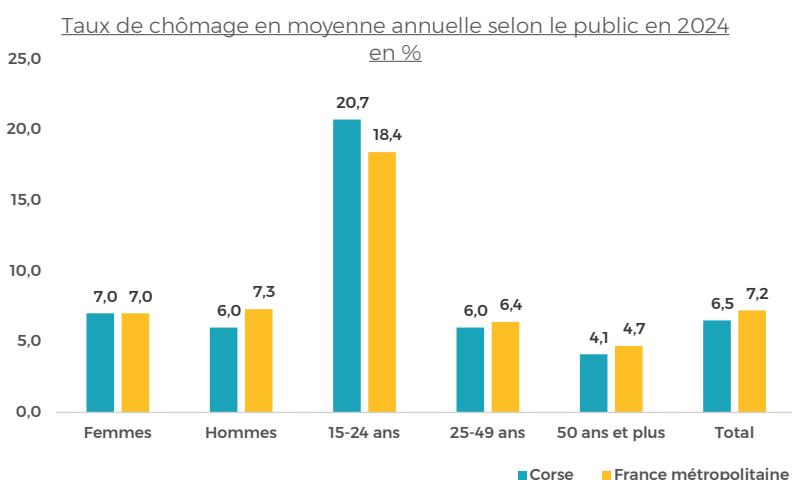


En Corse, **au 3^{ème} trimestre 2025**, le taux de chômage s'établit à **6,6%** contre 7,5% en France métropolitaine, soit 0,9 point de moins que le niveau national.

Le taux de chômage est en hausse sur un an. Il progresse de +0,2 point contre +0,3 point au niveau national.

Le chômage insulaire figure parmi les plus bas de France après les régions Pays de la Loire et Bretagne. Il est équivalent à celui de la région Auvergne Rhône Alpes.

• Taux de chômage en moyenne annuelle (Source : Insee, taux de chômage localisés)



En 2024, le taux de chômage des jeunes de 15-24 ans atteint 20,7 % en moyenne sur l'année. Il est 3 fois supérieur à la moyenne régionale (6,5%).

Il connaît également la progression la plus forte sur un an, soit +1,8 point en région, contre +1,6 point au niveau national.

Evolution du taux de chômage des jeunes en moyenne annuelle en %



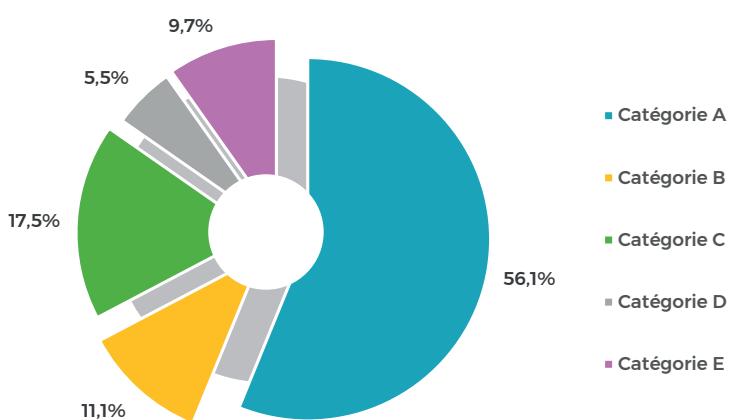
Définition

L'Insee publie le taux de chômage sur une base trimestrielle ainsi qu'en moyenne annuelle. Le taux de chômage annuel moyen est généralement publié l'année suivante, afin de couvrir l'ensemble de l'exercice écoulé. Il permet d'analyser la situation du chômage des différents publics.

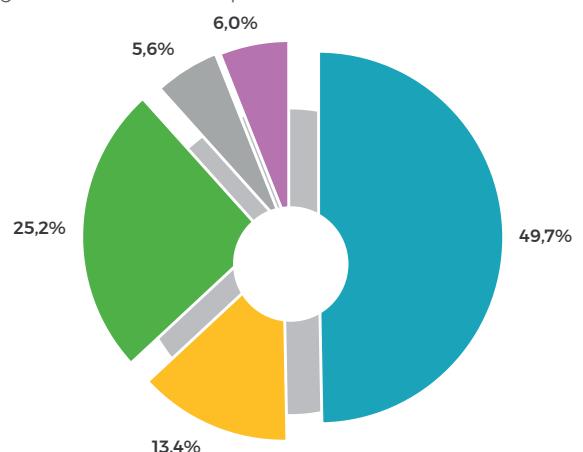
DEMANDEURS D'EMPLOI / CHÔMAGE

• Demandeurs d'emploi inscrits à France Travail (Source : STMT, Dares-France Travail)

Répartition des demandeurs d'emploi inscrits à France travail selon la catégorie en Corse au 3ème trimestre 2025



Répartition des demandeurs d'emploi inscrits à France travail selon la catégorie en France métropolitaine au 3ème trimestre 2025



Catégories de demandeurs d'emploi au 3ème trimestre 2025

Catégories historiques (données cvs)

- **Catégorie A** : Demandeur d'emploi inscrit à France Travail tenu de faire des actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi. (**14 640 DE**)
- **Catégorie B** : Demandeur d'emploi inscrit à France Travail ayant exercé une activité réduite de 78 heures ou moins au cours du mois, tenue d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi. (**2 900 DE**)
- **Catégorie C** : Demandeur d'emploi inscrit à France Travail ayant exercé une activité réduite de plus de 78 heures au cours du mois, tenu d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi. (**4 560 DE**)
- **Catégorie D** : Demandeur d'emploi inscrit à France Travail, qui n'est pas immédiatement disponible, et qui n'est pas tenu d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi (demandeur d'emploi en formation, en maladie, en convention de reclassement personnalisé ou CTP ou CSP etc.). (**1 440 DE**)
- **Catégorie E** : Demandeur d'emploi inscrit à France Travail qui n'est pas tenue d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi, en emploi (contrats aidés, créateurs d'entreprise). (**2 540 DE**)

Quel est l'impact de la loi pour le plein emploi sur les statistiques des demandeurs d'emploi inscrits à France Travail ?

La loi pour le plein emploi, du 18 décembre 2023, prévoit l'inscription systématique de certains publics sur les listes de France Travail à partir du 1er janvier 2025 :

- les demandeurs et les bénéficiaires du revenu de solidarité active (RSA);
- les jeunes en recherche d'emploi accompagnés par les Missions locales (en Contrat d'engagement jeune (CEJ) ou Parcours contractualisé d'accompagnement vers l'emploi et l'autonomie (Pacea)) ;
- les personnes en situation de handicap suivies par Cap emploi.

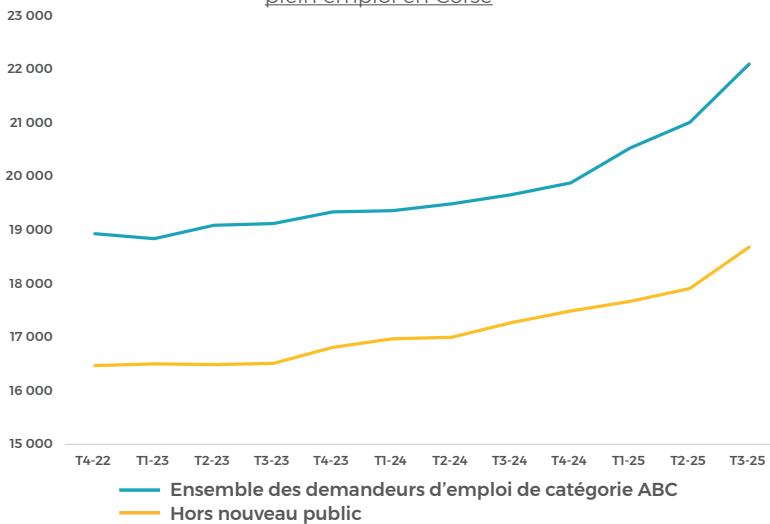
Ces inscriptions automatiques ont par conséquent des incidences sur les statistiques des demandeurs d'emploi inscrits à France Travail et en particulier sur les jeunes qui ont été, en fonction de leur situation, très majoritairement comptabilisés dans les catégories A, B ou C préexistantes dès le mois de janvier 2025.

La réforme a par ailleurs conduit à la création de deux nouvelles catégories statistiques :

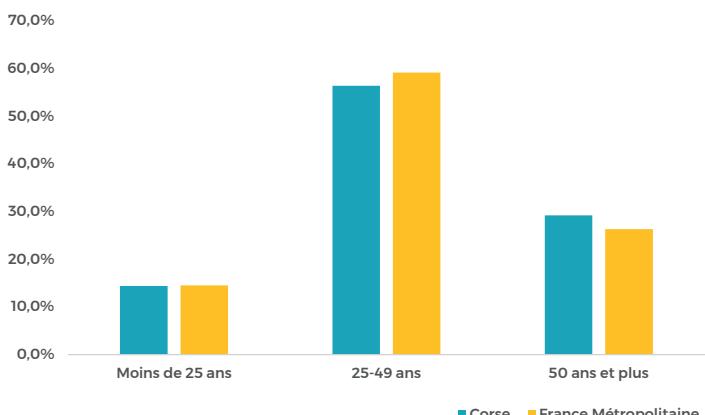
- une catégorie F, accueillant les personnes en parcours social. Elle augmentera progressivement au fur et à mesure de l'entrée des publics dans cette modalité d'accompagnement. (696 demandeurs d'emploi au 3ème trimestre 2025 en Corse)
- une catégorie G, dite d'attente, qui regroupe les bénéficiaires et les demandeurs du RSA en attente d'orientation. Cette catégorie a vocation à diminuer, à mesure que ces personnes seront reçues et orientées. À terme, elle ne concernera plus que les nouveaux demandeurs et bénéficiaires du RSA en attente d'orientation (3 200 demandeurs d'emploi au 3ème trimestre 2025 en Corse).

DEMANDEURS D'EMPLOI/CHÔMAGE

Evolution du nombre de demandeurs d'emploi de catégories ABC en Corse avec et sans l'inscription des nouveaux publics de la loi pour le plein emploi en Corse



Répartition des demandeurs d'emploi de catégories ABC inscrits à France Travail, selon l'âge, au 3ème trimestre 2025



La répartition des demandeurs d'emploi par âge est assez proche de celle constatée au niveau national.

Le nombre de demandeurs d'emploi de moins de 25 ans progresse de +33,6% sur un an en Corse (+19,8% au niveau national), en lien avec la loi pour le plein emploi.

Le nombre de demandeurs d'emploi de 50 ans et plus progresse de +9,7% sur un an en Corse (+1,7% au niveau national).

En Corse, 72% des demandeurs d'emploi sont inscrits à France travail depuis moins d'un an contre 56% au niveau national.

Le nombre de chômeurs de longue durée inscrits à France Travail depuis 1 an et plus progresse de +13,5% sur un an en Corse (+5,9% au niveau national).



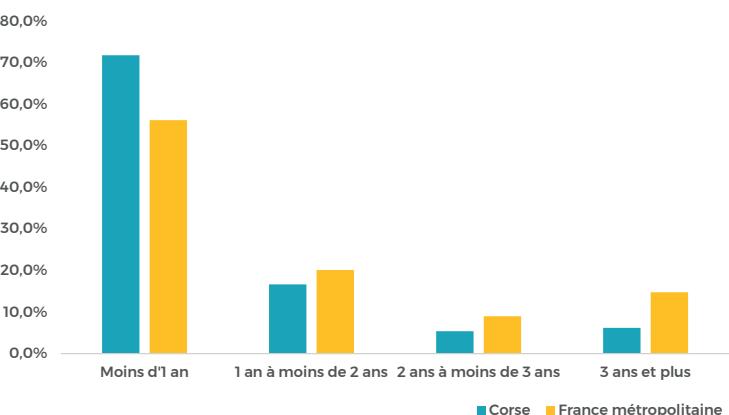
En Corse, en moyenne au 3ème trimestre 2025 :

Catégories ABC : +12,4% sur un an contre +5,4% en France métropolitaine.

Pendant la phase de transition qui durera 2 ans pour la France métropolitaine, la Dares et France Travail mettent à disposition des indicateurs complémentaires excluant les publics touchés par la réforme pour le plein emploi afin de mieux appréhender les évolutions conjoncturelles.

En Corse, en excluant ces publics, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie ABC progresserait de +8,2% sur un an et de +4,0% en France métropolitaine.

Répartition des demandeurs d'emploi de catégories ABC inscrits à France Travail, selon l'ancienneté d'inscription, au 3ème trimestre 2025



DEMANDEURS D'EMPLOI / CHÔMAGE

• Offres d'emploi collectées à France Travail (Source : STMT, Dares-France Travail)



En Corse, **15 697 offres d'emploi sont collectées par France travail en cumul de janvier à septembre 2025** contre 18 961 sur la même période de l'année 2024, soit une diminution de **-17,2% sur la période** (contre -17,1% au niveau national). Une décroissance des offres d'emploi collectées est constatée depuis 2023 en Corse.

Parmi les offres collectées, la moitié sont des offres d'emploi durables c'est-à-dire des CDI ou CDD de plus de 6 mois (contre 60,1% au niveau national).

TOP 10 des métiers les plus recherchés en cumul de janvier à septembre 2025 en Corse (par ordre décroissant)

1 - Personnel de cuisine



2 - Service en restauration



3 - Services domestiques



4 - Personnel d'étage



5 - Réception en hôtellerie



6 - Assistance auprès d'adultes



7 - Vente en alimentation



8 - Magasinage et préparation de commandes



9 - Conduite et livraison par tournées sur courte distance



10 - Maintenance des bâtiments et des locaux



• Taux d'accès à l'emploi

Accès à l'emploi à 6 mois

43,9 % → **41,4 %**
Cumul sur 12 mois dont avril 2025

Accès à l'emploi durable à 6 mois

22,3 % → **17,8 %**
Cumul sur 12 mois dont avril 2025

BRSA

21 % → **18,8 %**
Cumul sur 12 mois dont avril 2025

Moins de 25 ans et jusqu'à BAC+2

56,3 % → **59,8 %**
Cumul sur 12 mois dont avril 2025

50 ans et plus

34,5 % → **30 %**
Cumul sur 12 mois dont avril 2025

BOETH

21 % → **21,3 %**
Cumul sur 12 mois dont avril 2025



Le taux d'accès à l'emploi mesure la part des personnes ayant commencé un contrat de travail sur une période donnée après une inscription ou la sortie d'une formation.
Il représente la 1^{ère} étape pour l'insertion professionnelle.

En Corse, en moyenne sur 12 mois, 6 mois après l'inscription à France travail :

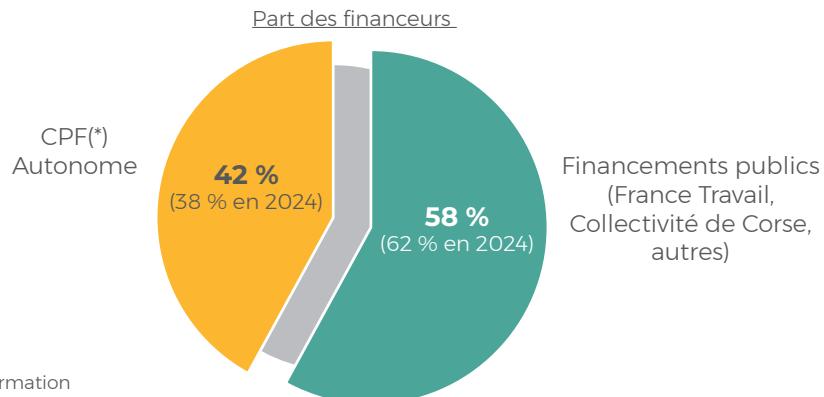
- Le taux d'accès à l'emploi des demandeurs d'emploi est de 43,9% contre 35,1% au niveau national.
- Le taux d'accès à l'emploi durable (CDI ou CDD de 6 mois ou plus) est de 22,3% contre 14,9% au niveau national
- Le taux d'accès à l'emploi des moins de 26 ans et jusqu'à BAC + 2 est de 56,3% contre 45,9% au niveau national.
- Le taux d'accès à l'emploi des bénéficiaires de l'obligation d'emploi est de 21,0% contre 17,2% au niveau national.

FORMATION DES DEMANDEURS D'EMPLOI

• Entrées en formation des demandeurs d'emploi - 2025

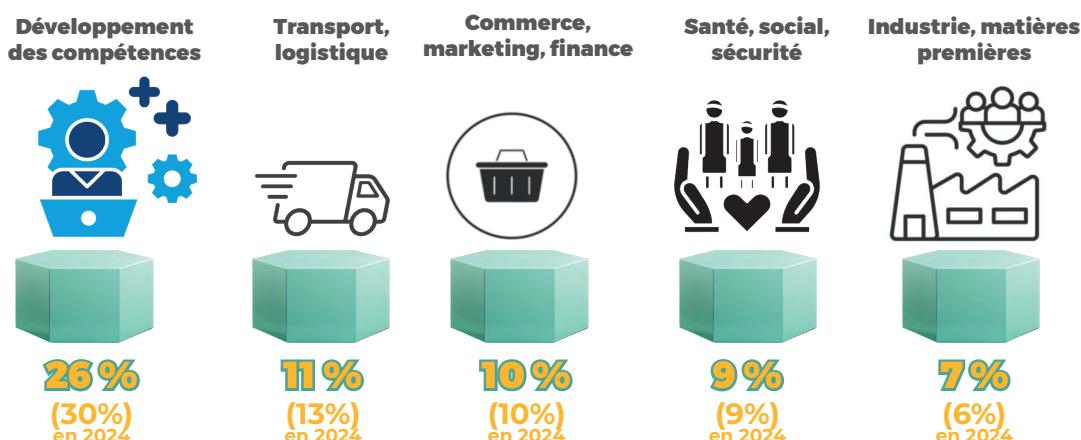
(source : France Travail, entrées en formation des demandeurs d'emploi, tous financeurs confondus, année 2025/24)

4 305 demandeurs d'emploi sont entrés en formation en 2025 (4 509 en 2024)



Top 5 des domaines de formation les plus représentés dans les entrées en formation

(hors CPF autonome)

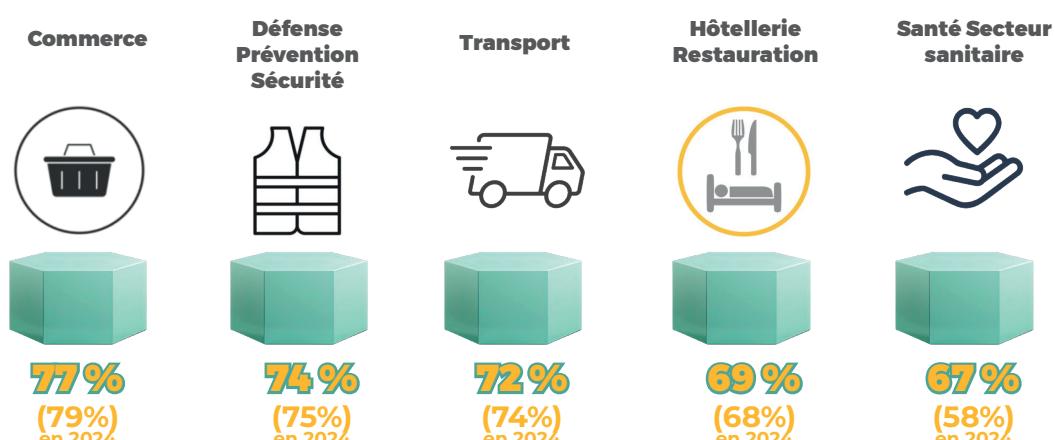


74 % sont des formations qualifiantes ou professionnalisantes (hors CPF autonome) (73% en 2024)

• Accès à l'emploi des demandeurs d'emploi dans les six mois suivant la fin de la formation

(source : Sortants de formation de juillet 2024 à juin 2025 - Données brutes)

Top 5 des domaines de formation dont le taux d'accès à l'emploi 6 mois après la sortie de formation est le plus élevé



Sources des données Formation des demandeurs d'emploi :

France travail - Tableau de Bord national Suivi Formation et Dispositifs PIC 2025 – Extraction au 30/12/25

France Travail, taux d'accès à l'emploi dans les 6 mois des demandeurs d'emploi suivant la fin de formation, 2025/24

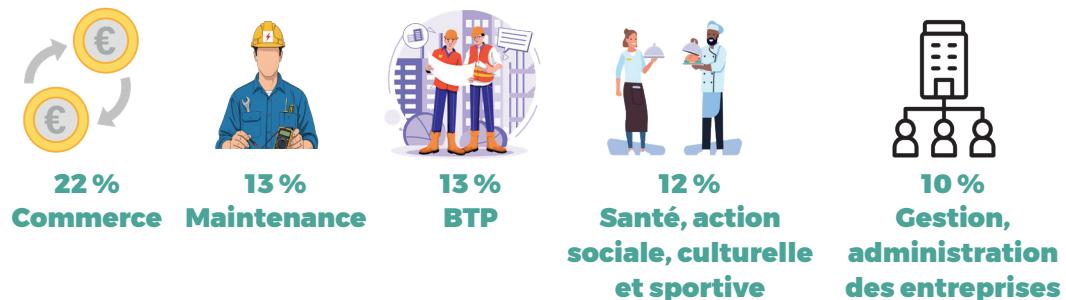
France Travail, formations présentant les taux d'accès à l'emploi les plus élevés, 2025/24

FORMATION PROFESSIONNELLE (scolaire et apprentissage)

- **5 272** inscrits en filière professionnelle (lycéens pro, BTS et apprentis jusqu'au niveau 5)

2319 inscrits
soit **44 %**
des effectifs en voie professionnelle sont

- **Principaux domaines d'emploi formation (FAP) les plus représentés parmi les inscrits en filière professionnelle en dernière année de formation :**



Sources des données : MEN (Banque Centrale de Pilotage - BCP), DRAAF de Corse? traitement CARIF OREF.

- **Accès à l'emploi de la filière professionnelle par voie et niveau de formation :**
(lycéens professionnels, BTS et apprentis jusqu'au niveau 5)

	VOIE SCOLAIRE PRO		APPRENTISSAGE	
	Taux de poursuite d'études	Taux d'emploi à 6 mois	Taux de poursuite d'études	Taux d'emploi à 6 mois
Niv3 - CAP	52%	26%	40%	54%
Niv4 - BAC	52%	40%	39%	57%
Niv5 - BAC+2	41%	50%	41%	62%

Note : Le taux de poursuite est calculé sur la base des effectifs en année terminale, alors que le taux d'emploi à 6 mois est calculé sur la base de ceux qui n'ont pas poursuivi leurs études. Les deux taux ne sont donc pas cumulables.

Sources : DARES - DEPP - Rectorat de Corse / Inserjeunes [lycéens (CAP, baccalauréats professionnels, BTS, Mentions complémentaires de niveau 3 et 4 dispensés dans les EPLE publics et privés sous contrat sous tutelle du ministère de l'éducation nationale), apprentis (formations de niveau 3 à 5, y compris agricoles, dispensées dans les Centres de formation d'apprentis)], cumul des années 2022/2023 et 2023/2024.

Sources des données Formation initiale (page 1) : MEN (Banque Centrale de Pilotage-BCP), Rectorat de Corse / DREES / Université de Corse / DRAAF de Corse.